Le Courrier des Opelousas.

VOL. 7. OPELOUSAS, PAROISSE ST.-LANDRY, [Louisiane,] 7 MAI, 1859. No. 22.

OPELOUSAS:

SAMEDI MATIN, 7 MAI, 1859.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer que M. PIERRE MOUILLÉ est candidat pour la place d'Assesseur, à l'élection de Novembre prochain.

7 May 1859.

☞ ALBERT DEJEAN est candidat Indépendant pour la place de Greffier de la Cour de District de la Paroisse St. Landry. L'élection aura lieu en Novembre prochain. [12 fév 1859.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer M. L. V CHACHERE, titulaire actuel, comme candidat à la place de Shérif de la Paroisse St. Landry, à l'élection de novembre prochain. [2 avril 1859

☞ Nous sommes autorisé à annoncer M. VILLENEUVE JOUBERT comme candidat à la place d'Assesseur pour la Paroisse St. Landry. L'élection aura lieu en novembre prochain.

☞ Nous sommes autorisé à annoncer M. LAFAYETTE CALDWELL comme candidat à la place de Commissaire des Terres Marécageuses du Second District. L'élection aura lieu en Novembre prochain. [23 av 1859

Assemblée Democratique
ET BARBECUE.

Les Démocrates de la Paroisse St. Landry sont priés de s'assembler en Convention, à la Maison de Cour, en la ville des Opelousas,

LE SAMEDI, 7 MAI PROCHAIN,

à l'effet de choisir des Délégués à la Convention qui aura lieu à Baton Rouge le 25 de Mai dans le but de nommer les candidats pour Gouverneur, Lieutenant-Gouverneur et autres officiers d'Etat, en vue de l'Election de Novembre prochain.

Plusieurs orateurs se feront entendre, et un grand Barbecue sera préparé pour le jour de la réunion, (le 7) dans le voisinage immédiat des Opelousas.

☞ Jeudi soir, le 28 avril dernier, un tourbillon a passé par notre Paroisse, et y a laissé des masques de destruction çà et là. Un peu au Sud du Grand Côteau, il s'est montré d'une violence plus formidable que partout ailleurs.—Dans les bois de cette localité, nous dit-on, les arbres, sur une largeur d'un arpent environ, et sur un parcours de quelques centaines de yardes, ont été ou totalement déracinés ou renversés, sur une direction tantôt droite et tantôt sinueuse.

Dans notre circonscription, quelques barrières ont été également renversées, mais nous n'avons éprouvé aucun dommage sérieux.

☞ Nous sommes requis d'appeler l'attention des personnes qui désirent acheter des marchandises à bon marché, au magasin qui vient de s'ouvrir au local récemment occupé par MM. P. & V. Roy, vis-à-vis notre bureau. Il paraît qu'on y vend à bien bon marché.

☞ Si quelqu'un a besoin de groceries fraiches, (qui n'est ce qu'il lui faut?) qu'il aille chez Pearl, en-bas de notre bureau, et il y trouvera certainement un fort et excellent assortiment de provisions. Voir à l'avis dans une autre colonne.

EXPLOSION DU ST. NICHOLAS.

Le *St. Nicholas*, capitaine McMullen, de la ligne de la Nlle-Orléans et St. Louis, a éprouvé un terrible désastre dimanche, (24 avril), par l'explosion d'une de ses bouilloires.

L'accident a eu lieu vers 10 heures du soir, devant l'Ilot No. 66, et jusqu'à ce moment on compte que quarante huit personnes ont perdu la vie et que vingt-huit autres ont été horriblement échaudées ou blessées.

Le *St. Nicholas* était en route de St. Louis pour la Nouvelle-Orléans; il avait à bord un grand nombre de passagers et un fret considérable. C'est à une distance de 45 milles au-dessous de Memphis que la bouilloire a éclaté.

Le steamer *Susquehannah*, de la Nouvelle-Orléans, arrivé à Memphis hier, a donné le premier cette fâcheuse nouvelle. Il a transporté nombre de ceux qu'il a sauvés, des blessés et des morts.

Le *St. Nicholas* et son chargement sont entièrement perdus.

Noms des personnes qui ont été tuées ou dont on n'a aucune nouvelle :

Le capitaine McMullen, du St. Nicholas ; Mme Gleine, femme du premier commis ; Mlle Dunnica, cousine du comédie Miss McKnight Chrysop ; une dame avec un petit enfant ; Wm. Palmer, du McGregor's landing à Iowa ; une dame dont on ne connait pas le nom ; Wm. Barr, ler ingénieur, et John Jenkins, 2me ingénieur du St. Nicholas ; P. E. Barnes, John Reed, garçon de la chambre ; James Wood, 1er cuisinier ; le pilotier, deux matelassiers du bord ; Joseph Bass, maître d'hôtel ; Mlle Jackson, femme de chambre ; Mr. Zed Artuer ; Alexander ; un jeune de Baton Rouge dont on ne connait pas le nom ; Edward Stephens un des pilotes ; John Lambach, chauffeur, ainsi que trente passagers du pont et cinq esclaves.

Personnes grièvement échaudées :

Benjamin T. Cleiue, de St. Louis, 1er commis du bateau ; J. E. Acuff, de Warrington, Mississippi ; Jacob Langhire, de Pittsburg, Pennsylvanie ; B. B. Stuard, de Stanton ; Thos. Carter, de Tennango, Pennsylvanie ; Mlle Ella Kennedy, du Missouri ; Rose St. John, femme de chambre de la Nlle-Orléans ; Wm Pecquignot, marchand, de St. Louis ; Frederick Miller, John Rodrigis, Al Steck, chauffeurs ; D. Collins, de Illinois et G. H. Reynolds, de la ville de Sioux.

Légèrement échaudées :

G. H. Gilcom, le commis ; Jos Wolfe, John Mahlin, garçons de barreté.

Noms des personnes qui ont été sauvées :

Jusqu'à présent on a la certitude que les personnes suivantes ont été sauvées :

Christopher Monroe, 2me cuisinier ; Gustavus Helsley, D. Hastes, J. Gilson, W. Hoone, J. Cassey, T. H. Gill, L. Sisler, S. Mahoney, J. Bacas et Andrew Mansil, tous employés ; Jacob Herron, Joseph Reio, Frederick Miller, John Grubb, chauffeur ; John H. Jackson, charpentier du bord ; John Blaize, second contre-maître du bord ; James Reid, pilote ; Joseph Hamilton, cabaretier ; Wesley Mayet et F. Miller, employés sur le pont ; John Taunyton, second cuisinier ; Flaveau, garçon de bord ; Jacob M. Lavenez, employé à la roue ; Sheridan R. Butler, du comté de Dumaur, Georgie ; Mr. Maxwell, dentiste ; Edward R. Ferris, Geo. W. Odyssey, Sayle Vantrees, Matthew H. W. Pennington, Jacob Wagner, William Miller ; Mlle Mary Brass, Mlle Mary E. Campbell ; M. P. G. Brown, de Kansas ; James Pratt, de Franklin, Louisiane ; Geo. Michael, Thomas H. McKee, de Rockford, Pennsylvanie ; Wm H. Lynch, du comté de Jefferson, Virginie.

Les passagers de pont qui ont été sauvés ont été arrêtés à Memphis sur le bateau à vapeur Susquehannah, qui les ramenait aux Nouvelles-Orléans, et ont donné des renseignements très-circonstanciés sur cette malheureuse catastrophe. Tous ces malheureux ont été reçus avec soins empressés par les autorités de la ville, et nos sociétés de bienfaisance leurs portent les plus grandes attentions.

Les passagers font les plus grands éloges de la conduite du capitaine Williamson de Susquehannah.

(*Courrier de la Louisiane.*)

Mauvais pauvre.—Ces jours-ci on disait en quelle fois les richards ce qu'ils ont fait, et les fois ce qu'ils ont dirigé de faire;

LE PROCHAIN CONGRES.

Le *Herald* de New-York, qui n'est certainement pas hostile à M. Buchanan, mais qui, depuis quelque temps, s'applique à lui démontrer la faiblesse du parti qu'il représente, annonce dans un de ses derniers numéros que l'administration aura contre elle une majorité dans le prochain Congrès. Qui donc aurait la majorité dans la Chambre ? Les républicains noirs ? Tous les Etats, à l'exception du Minnesota, où les républicains pouvaient espérer de nouveaux succès, ont eu leurs élections, de sorte qu'il est aisé de se faire une idée assez exacte de la composition de la prochaine chambre. Elle comptera 237 membres dont 119 formeront la majorité. Or, les républicains noirs ont élu dans le Maine six représentants, dans le New-Hampshire trois, dans le Vermont trois, dans le Massachusetts onze, dans le Rhode-Island deux, dans le Connecticut quatre, à New-York vingt-six, au New-Jersey trois, en Pennsylvanie vingt, dans l'Ohio quinze, dans l'Indiana sept, dans l'Illinois quatre, au Michigan trois, dans l'Iowa deux, au Wisconsin deux, ce qui fait un total de cent onze. Il faut par conséquent aux républicains huit représentans de plus pour avoir la majorité. Admettons qu'ils en élisent deux au Minnesota, il leur en manquera encore six. Où les prendront-ils ? Nous l'ignorons, car il n'y aura que l'Orégon et la Californie qui auront encore à élire leurs représentans, et les républicains, on le sait, ne sauraient avoir d'espérance dans ces deux Etats.

Nous sommes de l'avis du *Statesman* de Washington ; nous ne croyons pas que les républicains puissent avoir le dessus dans la prochaine chambre. Voyons maintenant où en sont les démocrates. Ils ont déjà élu quarante-huit représentans dans l'Arkansas, la Floride, le Delaware, l'Illinois, l'Indiana, le Michigan, à New-York, au New-Jersey, dans l'Ohio, dans la Pennsylvanie, dans la Caroline du Sud et dans le Wisconsin. Dans les Etats de l'Alabama, de la Georgie, du Kentucky, de la Louisiane, du Minnesota, du Maryland, du Mississipi, de la Caroline du Nord, de l'Orégon, du Texas, du Tennessee, de la Virginie et de la Californie, les démocrates avaient, au dernier Congrès, soixante-trois représentans qu'ils conserveront certainement. Ils auront donc en tout cent onze membres, c'est-à-dire, de même que les républicains noirs, huit voix de moins que le chiffre formant la majorité.

Il y a un troisième élément au Congrès, le parti américain, qui se recrute dans les Etats du Maryland, de la Caroline du Nord, de la Georgie, de la Louisiane, du Kentucky et du Tennessee. Il est probable que quelques-uns des districts qui étaient représentés à la Chambre, à la dernière session, par des Américains, le seront à la prochaine session par des démocrates, et qu'un nombre suffisant de ces derniers soit élu pour égaler la majorité au parti de l'administration.

Mais, en admettant que les Américains conservent les districts qui leur appartiennent aujourd'hui, quelle sera la proportion des partis ? Les démocrates et les républicains auront à la chambre un nombre égal de voix, et les Américains, selon qu'ils se porteront d'un côté ou de l'autre, formeront l'appoint pour la majorité. La petite phalange américaine, comme on a pu le voir plus haut, représente des Etats du Sud, et elle ne saurait, sans trahir les plus chers intérêts de ses commettans, se coaliser avec les ennemis du Sud. L'élection de M. Banks, freesoiler, aux importantes fonctions de speaker de la Chambre, a dû l'éclairer sur son rôle véritable. Que les représentans envoyés au Congrès par le Sud soient démocrates, américains ou de toute autre nuance politique, leur premier devoir est de rester fidèles au Sud et de réunir leurs efforts pour empêcher le triomphe d'un adversaire du Sud. Forcés d'opter entre les démocrates et les républicains, les représentans américains des Etats à esclaves seraient coupables de trahison s'ils faisaient cause commune avec ces derniers.

Il y a dans le parti démocrate nombre d'hommes honorables que la politique de l'administration, au sujet du Kansas, a mécontentés, mais ils ne sont en désaccord avec M. Buchanan que sur ce point, et ils ne paraîtront pas le moins du monde disposés à pactiser avec les républicains. Ils n'embrasseraient la cause de ceux-ci que dans le cas où l'administration demanderait que le Congrès intervint directement pour établir l'esclavage dans les territoires, mais alors, comme le dit avec raison le *States* de Washington, ce ne sont pas seulement les démocrates hostiles à la constitution de Lecompton qui se détacheraient du parti, ce sont tous les démocrates du Nord indistinctement.

A tout prendre, on le voit, il n'est pas probable que les républicains aient la majorité dans le prochain Congrès. Tous les amis du Sud, quelles que soient leurs opinions, s'en féliciteront hautement.—*Abeille.*

LA TERREUR A MEXICO.

Le Tennessee nous a rapporté, de notre correspondant à Mexico, une lettre qui confirme d'une manière malheureusement trop certaine le récit des cruautés atroces par lesquels Miramon a signalé sa rentrée à Mexico. Nous reviendrons sur ces navrants épisodes de la guerre civile qui depuis si longtemps déjà jette nos voisins dans la consternation, le deuil et la misère ; nous publierons également la proclamation que Miramon a adressée le 12 avril aux habitants de Mexico. En attendant, on lira avec intérêt la lettre ci-dessous qui, mieux que tout le reste, résume les nouvelles que nous avons reçu de notre excellent correspondant à Veracruz :

CORRESPONDANCE PARTICULIERE DU COURRIER DE LA LOUISIANE.

Veracruz, 18 avril 1859.

Mexico.

Je vous ai souvent entretenu de la terreur qui règne à Mexico depuis que les fédéraux y gouvernent, mais cette terreur n'avait été jusqu'à présent, si l'on peut s'exprimer ainsi, qu'une terreur blanche, car la population et les étrangers se trouvaient seulement en butte aux exactions, aux insultes et aux empiètements de tout genre. Aujourd'hui nous avons la terreur rouge ; les exécutions sanglantes se succèdent à de courts intervalles. Le 7 septembre peuvent seuls donner une idée de ce qui vient d'avoir lieu ici. La mort vient de couper la tête pour satisfaire l'orgueil d'un seul et les passions vengeresses du petit bandit qui gouverne [illegible] à Mexico. Arrivé le [illegible] après que Degollado avait [illegible] Miramon, furieux de n'avoir pu prendre Veracruz, est allé reconnaître la [illegible] sur qui il pouvait [illegible] Aussitôt arrivé, il a fait [illegible] quelques [illegible] leur accusant de [illegible] Degollado, et dès le lendemain il a fait fusiller [illegible] victimes ne laissaient pas, il a fait [illegible] au milieu de la ville et arrêter quelques individus [illegible] parmi lesquels [illegible] principalement des artistes, qui n'avaient jamais pris [illegible] et les a fait fusiller immédiatement sans jugement et sans [illegible] Mais il ne s'arrêta pas à [illegible] ce misérable a fait fusiller—le pourrez-vous croire ?—six médecins civils qui, se trouvant à Tacubaya au moment où on y apportait des blessés libéraux, s'étaient crus obligés de les soigner ! L'un d'eux, Diaz Covarrubias, un enfant, et l'un des poètes les plus distingués du Mexique, chéri de ses deux sœurs dont il était l'unique soutien, mourut frappé à bout portant dans les bras de son ami, l'avocat Matheos, qui tombait également en s'écriant vous êtes des assassins ! Il va sans dire que ce brigand a profité de l'occasion pour faire assassiner quelques étrangers suspects de l'estimer fort peu parmi eux se trouvent plusieurs Américains, entr'autres le docteur John Duval, qui est mort avec courage en adressant sa dernière pensée à sa femme et à ses enfants et en léguant sa vengeance à ses concitoyens. Le docteur américain Albert Lamon a été fusillé également. Un Anglais, jardinier à Tacubaya, et un mécanicien Irlandais du chemin de fer n'ont échappé à la mort que par l'intervention de leur ministre, qui, cette fois a, dit-on, montré enfin quelque fermeté en faveur de ses nationaux. L'ordre de suspendre l'exécution est arrivé au moment même où ils étaient arrivés sur le lieu du supplice. Il y a eu en 2 jours plus de 60 fusillés sans jugement, la plus grande partie avocats ou médecins. Les élèves de l'école de médecine ont arboré le drapeau noir sur leur école, et pris le deuil. Le ministre de la guerre a donné sa démission.

Après vous avoir raconté des crimes aussi épouvantables, est-il nécessaire de vous dire qu'il y a eu à Mexico des emprisonnements sans nombre et sans motifs. On prenait au hasard Mexicains et étrangers et on les jetait en prison. Nombre de Français y ont été mis, entr'autres un Mr. Léon Félix qu'on ne pourra pas, certes, faire passer pour démagogue, car il a publié un très long poème sur la prise de Sébastopol, poème qu'il a dédié à l'empereur. M. Félix a oublié qu'il vaut mieux être parmi des ministres que celui de leur maître. Il a loué Napoléon, mais il a fait, dit-on, une petite chanson contre Mr. de Gabriac, qui a profité de l'occasion présente pour le recommander à son bon ami L. . ., l'empoigneur en chef de Mexico, qui lui a *fait des loisirs* pour composer sur son chalumeau une nouvelle chanson en l'honneur d'Auguste. Un autre Français a été arrêté pour avoir conduit son associé jusqu'à la porte de la prison ; le L. . . . lui a dit textuellement : "puisque vous êtes ici, restez y aussi." On lâche, il est vrai, tous les Français au bout de quelques semaines, sans même les avoir interrogés, et Mr. de Gabriac se frotte les mains comme s'il avait rempli son devoir en demandant leur élargissement. Son devoir, si je ne me trompe, ne se borne pas à vous rendre la liberté, mais il l'oblige aussi à exiger une réparation, surtout quand les arrestations et les visites domiciliaires se succèdent sans interruption, sans résultat et qu'elles sont toutes faites illégalement. Si les Ministres de France et d'Angleterre n'avaient pas autorisé les révolutionnaires de Mexico à s'emparer de nos biens et de nos personnes au mépris de toutes les lois et des traités, ceux-ci n'en seraient pas venus aujourd'hui au point de nous faire fusiller sans jugement. Je me suis laissé entraîner par mon indignation, loin des événements qui se sont succédés depuis 15 jours à Mexico : j'y reviens donc en peu de mots. Pendant que Miramon allait se promener à Veracruz, Degollado, d'accord avec les principaux généraux rebelles qui devaient lui livrer Mexico, est venu camper près de cette ville à la tête de 5 à 7000 hommes pour favoriser le mouvement. Malheureusement cette combinaison a été découverte, ces généraux ont été emprisonnés, on a appelé toutes les forces qui occupaient l'intérieur, même celles de Guadalajara, de sorte que la garnison se trouvant plus nombreuse que les forces de Degollado, celui-ci a dû se reporter en arrière pour attendre de grands renforts qui étaient en marche. Il n'y a eu pendant les 20 jours qu'a duré cette espèce de siége qu'une action un peu chaude, dans laquelle Degollado a pris trois pièces de canon et tué ou blessé un grand nombre de factieux. Lorsque celui-ci a battu en retraite il a laissé un rideau de travilleurs et six petites pièces de montagne pour masquer son mouvement, et le résultat de cette action lui a coûté une dizaine de morts, environ 40 blessés et la perte de ses six pièces ; Pennemi, commandé par le général Marquez, *exécuteur des assassinats commandés par Miramon*, a perdu 30 à 40 tués, ce qui n'a pas empêché de publier un bulletin aussi brillant et aussi mensonger d'habitude. Malgré tout, le triomphe du gouvernement est plus certain que jamais. Miramon n'a pas même osé attaquer Veracruz ; Guanajuato, San Louis et Mazatlan ont été pris de vive force par les libéraux. La terreur règne à Mexico ; j'ai vu l'entrée des troupes de Marquez : toutes les physionomies étaient consternées. Ceux qui ont cru d'abord à la loyauté et à la moralité du gouvernement révolutionnaire finissent par voir que tous leurs sacrifices sont faits pour un vaurien sans intelligence et sans honneur, qui achèvera de les ruiner et de ruiner le pays sans même réussir. A peine arrivé à Mexico, il a débuté par des assassinats qui lui ont aliéné tous les esprits et par annoncer de nouveaux emprunts forcés. Je connais beaucoup de conservateurs ; tous en sont venus à désirer ardemment le triomphe du parti libéral.

Miramon n'a plus pour partisans que le clergé et 8 ou 2,000 hommes de troupes, encore devez-vous remarquer qu'un grand nombre d'officiers supérieurs ont pris du service contre lui et que les généraux Callejo et Parra, auteurs de la révolution de 1858, étaient d'accord avec Degollado pour lui livrer Mexico. Miramon n'avoue-t-il pas lui-même dans la proclamation que je vous envoie, *qu'il n'a pas pris Veracruz parce que la majorité n'est pas avec lui.* L'aveu est naïf, et je doute que ses amis les ministres de France et d'Angleterre l'approuvent d'avoir contenu si ingénuement ce qu'ils ont dû cacher à leurs gouvernements pour les engager à favoriser ces lâches ennemis du repos public, et surtout des étrangers.

Le protégé de M. le vicomte de Gabriac, le comte de Crucy, qui, grâce à lui, avait été nommé aide-de-camp d'Echegaray (sans perdre sa nationalité,) a tellement rougi du parti qu'il servait, qu'il a passé aux troupes du Président Juarez, où du reste il s'est conduit d'une manière brillante. Que dira de cela M. le vicomte ? retirera-t-il à M. de Crucy sa nationalité, pour le punir d'avoir passé du camp factieux dans celui du gouvernement légitime ?

La conduite des troupes de Degollado a été admirable pendant le temps qu'elles ont occupé Tacubaya, tandis que les factieux y ont commis aussitôt leur arrivée des excès de tout genre. Elles ont pillé nombre de maisons, entr'autres celles de trois Français, l'un boulanger, l'autre tailleur, le sieur Coffé, et le dernier, restaurateur, le sieur Biernod. Celui-ci a été dangereusement blessé pour avoir ouvert son établissement aux Libéraux. Ces trois personnes ont eu la naïveté de faire leurs plaintes à M. de Gabriac, qui certainement n'en fera, comme d'habitude, aucun cas, ou qui réclamera seulement lorsque les Libéraux occuperont Mexico, afin d'avoir le plaisir de leur faire payer les dégats commis par ses amis les factieux.

Voici le nom de quelques-unes des victimes ; j'ai pu les recueillir à grand'peine, car on n'a osé, jusqu'à présent, publier ni leurs noms, ni leur nombre, et l'une des feuilles cléricales n'a pas eu honte, tout en plaignant avec hypocrisie les familles de ces malheureux auxquels on a même refusé le secours de la religion, de présenter ce massacre comme un exemple salutaire :

Manuel Sanchez—Jose Sanchez—G. Rivera—P. Portugal—J. D. Covarrubias—John Duval, Américain—Eugène Hesser, dito—Ulrich Saverri, dito—Albert Lamon, dito—Ignace Richer, dito—Manuel A. Tauregui—Abad—Medra—J. Sierra—M. Silva—J. Urrutia. Les sept derniers étaient avocats de la cour du général Lacunza et plusieurs de ses officiers.

Je suis fâché de vous dire qu'un vieillard de 70 ans a été arraché de sa maison et fusillé en compagnie d'un des *chapelains* de Degollado ; que M. James Bentley, agent de la maison Danforth Cook & Co., de Paterson, New Jersey, a été sur le point d'être fusillé par quatre soldats *sous les ordres d'un officier*, parce qu'il ne voulait pas se laisser voler son cheval ; déjà on l'avait couché en joue, qu'arrivée providentielle d'un général a pu seule le sauver. Des prêtres ont été vus embusqués derrière des murs, tirant sur l'arrière-garde de Degollado. Un autre a été vu engageant les soldats de Marquez à achever les blessés.

E. C.

LE CONGRES DE LA PAIX.

Les dernières nouvelles d'Angleterre sont du 16 avril, et à cette date l'incertitude était plus grande que jamais en Europe au sujet de la paix ou de la guerre. Un journal allemand a annoncé que le Congrès de la paix se réunirait le 25 avril, à Carlsruhe, dans le grand duché de Bade, et que la première proposition soumise aux plénipotentiaires aurait rapport à un désarmement général. Mais il nous semble qu'une pareille mesure doit précéder au lieu de suivre le résultat du Congrès, car si l'on admet que celui-ci se constitue et qu'une puissance refuse alors de désarmer, une rupture sera inévitable.

La difficulté actuelle est précisément dans cette question de désarmement. L'Autriche s'est déjà mise victuellement en campagne et elle exige néanmoins que le Piémont désarme. Cet Etat s'y refuse parce qu'il ne croit pas à la bonne foi de l'Autriche et que, de même que celle-ci, il veut être prêt à prendre l'offensive dès que la guerre éclatera.

Un Congrès se réunira, personne n'en doute maintenant, mais il lui sera fort difficile de régler la question d'Italie à la satisfaction de toutes les puissances. Une partie de l'Allemagne voudrait tout simplement faire rentrer le Piémont dans le concert austro-italien et lui imposer les dispositions législatives et administratives communes à tous les Etats italiens, réunis sous le protectorat et asservis par les traités spéciaux de l'Autriche. C'est là un rêve, sans doute, mais il fait partie du programme d'une certaine presse. On comprendra mieux l'attitude de cette presse qui reflète l'opinion des amis de l'Autriche, par des extraits faits au hasard :

"L'Autriche, dit la *Gazette Autrichienne*, a fait de nouveau plus qu'elle ne devait ; elle a adhéré à la proposition qui émanait, non pas des puissances médiatrices, mais de la Russie. En cela elle a donné à sa voisine une marque de confiance, et à ses confédérés allemands une preuve qu'elle ne veut pas les précipiter eux et elle-même dans la guerre, tant qu'il existe encore un moyen de conserver la paix. L'Autriche a fait des réserves afin de ne pas donner dans un piége ; elle a posé des conditions qui puissent seules rendre les négociations fructueuses.

"A ces conditions l'Autriche tiendra et devra tenir ses intérêts ; et le cri légitime de l'opinion publique l'exigeait.

"Le cabinet de St. Pétersbourg a proposé un congrès où l'Autriche, la France, l'Angleterre et la Russie seraient représentées ; l'Autriche a fini par y consentir. Maintenant, on veut y introduire le Piémont en contrebande. Un cri d'indignation s'élèverait dans toute l'Autriche, et l'enthousiasme populaire, qui était prêt à sacrifier le dernier écu et le dernier soldat, tomberait comme sous une douche froide. L'Autriche ne peut y consentir ; la voix populaire s'y oppose.

"Où il faudra renoncer à voir le représentant de l'Autriche s'asseoir à la table verte, où il ne faut pas songer à admettre la Sardaigne au congrès."

On lit dans l'*Oesdeutsche Post* ;

"L'Autriche a donné son consentement à la réunion d'un congrès des grandes puissances ; si l'on persiste à lui imposer la présence du Piémont, elle est dégagée de sa parole.

"Ce n'est certes pas sans abnégation que l'Autriche a donné son consentement, mais elle a fait ce sacrifice afin qu'on sache que ce n'est pas d'elle que viennent les obstacles à la paix de l'Europe.

"Mais il faut remplir les conditions préalables qu'elle a posées, parce que ce sont les conditions d'une paix, non pas apparente, mais réelle.

"Le désarmement doit précéder la réunion du congrès ; le retour de la Sardaigne à sa position naturelle à l'extérieur (personne ne veut s'immiscer dans ses affaires intérieures), peut seul assurer le rétablissement d'un équilibre pacifique ; sans l'accomplissement de ces conditions préalables, le congrès ne serait qu'une chimère ou un piége."

On lit dans le *Journal de Francfort* :

"Les doux rayons du soleil activent le développement des bourgeons, tandis que la tempête déracine les forêts. Qu'on s'efforce d'apaiser l'orage déchaîné sur l'Italie et de répandre de bonnes semences ; alors un congrès pourra avoir des effets utiles. L'Autriche, qui n'a à défendre que son droit incontestable, les attributions appartenant à chaque Etat souverain, son indépendance et son honneur national, est la partie qui a été gravement lésée, qu'on insulte ouvertement depuis des années, qu'on provoque arbitrairement. Il faudrait qu'un congrès la délivrât de ces attaques, lui assurât la sécurité pour l'avenir, et si c'est là le but du congrès proposé, l'Autriche peut bien y consentir, pourvu qu'elle soit persuadée qu'il ne s'agit que de cet point-là."

Les feuilles de Vienne prétendent que le Piémont devrait suspendre ses préparatifs de guerre avant l'ouverture du congrès. On lit dans l'une d'elles :

"Dans notre intérêt nous devons avant tout insister pour que le Piémont désarme et change d'attitude. Chaque jour nous devons répéter et nous répéterons le refrain : *Ceterum censeo*. La France, à ce qu'il paraît, a voulu, au 1er janvier, engager avec nous une guerre financière. Elle a choisi pour faire une démonstration le jour où la Banque nationale avait sapris ses paiements à vue.

"Cette guerre perfide doit cesser avant tout ; tant qu'elle continue on ne peut pas désarmer ; elle nous affaiblit pour le moment où nous pourrons avoir besoin des ressources disponibles. La Sardaigne, il est vrai, se trouve bien dans une situation analogue, mais c'est un Etat qui joue son va-tout. Le Piémont sait qu'en cas de guerre il paiera peu ; il peut gaspiller ses finances pendant le prélude, car il doit en tout cas être aidé d'autre part. L'Autriche, au contraire, ne pourra compter que sur elle-même, et c'est pourquoi elle ne doit pas épuiser ses ressources. Le jour où l'on nous dira qu'on peut renoncer à armer, ce jour-là, mais pas avant, nous croirons sérieusement aux intentions pacifiques de la France."

Les journaux italiens, d'une autre part, ne gardent pas le silence. L'*Opinione* de Turin répond aux articles des journaux de Vienne, qui insistent sur le désarmement du Piémont. Cette feuille commence par demander à l'Autriche si elle songe elle-même à désarmer ou au moins à suspendre ses armements :

"L'Autriche demande que le Piémont désarme ; comme si le faible devait s'abandonner à la discrétion du plus fort, dont les intentions ne sont un secret pour personne. Pendant qu'elle annonce qu'elle n'envoie plus de troupes nouvelles en Italie, nous savons de bonne source que bientôt doit arriver en Lombardie le neuvième corps d'armée, et que de Vienne il a été expédié pour l'armée d'Italie 180,000 quintaux de matériel de guerre. Nouvelles preuves de la confiance qu'a l'Autriche dans le congrès !

L'*Opinione* poursuit ainsi :

"Pourquoi le Piémont désarmerait-il ? La paix est-elle assurée ? L'Autriche a-t-elle commencé à désarmer ?

"Le Piémont ne s'est armé que pour résister à une puissance plus forte. Tant que l'Autriche sera campée dans le royaume lombard-vénitien, à Plaisance, à Bologne, avec des forces considérables et telles qu'elle n'en eut jamais de semblables en Italie aux époques les plus critique et en temps de guerre, la Sardaigne ne pourrait pas désarmer sans manquer aux inspirations de la prudence.

"Les puissances se sont-elles déjà mises d'accord au sujet du congrès ? Ne discute-t-on pas encore touchant les bases de ces négociations ? On ne sait même pas encore en quelle ville il se réunira, et l'on voudrait que le Piémont désarmât ! Que l'Autriche donne l'exemple ; alors le gouvernement sarde verra ce qu'il aura à faire sans compromettre la sûreté de l'Etat."

STATISTIQUE MATRIMONIALE.—Si l'on en croit la singulière statistique suivante, l'Angleterre n'a rien à envier aux Etats-Unis, sous le rapport des démêlés conjugaux. Ces chiffres nous sont fournis, dit un journal, par un honorable membre du parlement, qui a eu la curiosité de relever l'état des ménages de Londres et du comté de Middlesex.

Femmes qui ont quitté leurs maris pour suivre leurs amans,	1,862
Maris qui se sont sauvés pour éviter leurs femmes,	2,371
Couples séparés volontairement,	4,120
Couples vivant en guerre sous le même toit,	191,023
Couples se haissant cordialement, mais marquant— en public— une haine féroce sous les apparences d'une feinte politesse,	162,320
Couples vivant dans une indifférence visible,	510,132
Couples réputés heureux dans le monde, mais qui ne conviennent pas intérieurement de leur bonheur,	1,102
Couples heureux par comparaison avec d'autres beaucoup plus malheureux,	135
Couples véritablement heureux,	7
Total,	372,572

L'AGRICULTURE AUX ETATS-UNIS.

Le bureau des Patentes est une des plus utiles institutions de ce pays. Il n'est pas seulement destiné, comme son nom semblerait l'indiquer, à décerner à qui de droit des brevets d'invention ; il a aussi pour mission d'étudier tout ce qui a rapport au commerce, à l'industrie et à l'agriculture, et de féconder ces trois branches de la richesse publique par la propagation des découvertes nouvelles et des résultats acquis ailleurs.

Nous avons en ce moment sous les yeux le rapport sur l'agriculture, que M. Holt, commissaire du bureau des Patentes, vient d'adresser au *speaker* de la Chambre des Représentants, conformément à une résolution du 3 mars 1857. Ce volume que nous a obligeamment transmis M. Geu. Eustis, notre honorable représentant au Congrès, est plein d'utiles renseignements et mérite de trouver place dans la bibliothèque de tous les agriculteurs et agronomes des Etats-Unis.

On ne se doute peut-être pas qu'il y a, à cette heure, dans l'Union, trois cents personnes chargées spécialement de l'observation des phénomènes météorologiques dont l'influence est si grande non-seulement sur la végétation mais sur la santé! Cette phalange de savants, disséminée dans tous nos Etats et territoires, accomplit son travail quotidien dans le silence et transmet régulièrement le résultat de ses observations à Washington. Tout ce qui fait partie de la météorologie proprement dite est de leur ressort, et ils ne négligent aucun des détails dont l'ensemble est de nature à éclairer les esprits et à faire faire à la science ou à l'industrie un pas en avant. La géologie est l'objet de la même sollicitude, et l'on peut voir déjà à Washington, dans la bibliothèque du Smithsonian Institute, des cartes d'une grande valeur.

Il se consomme beaucoup de thé aux Etats-Unis, et nous payons, pour nous le procurer, un tribut onéreux à la Chine. La plante précieuse qui fait la fortune de ce dernier pays pourrait-elle se naturaliser en Amérique ? Voilà le problème que cherchent depuis longtemps à résoudre quelques-uns de nos agronomes les plus distingués, mais leurs expériences, nécessairement incomplètes, n'avaient abouti jusqu'à présent à aucun résultat satisfaisant.

Le Congrès a donné l'ordre au bureau des Patentes d'envoyer un agent en Chine pour visiter les districts où croît le thé et en rapporter de la graine. Cette agent, parti pour sa mission vers la fin de 1857, sera bientôt de retour et choisira lui-même les terrains où seront déposées les semences qu'il a recueillies. Envoyé en Chine il y a environ douze ans par la Société d'horticulture de Londres, ce savant voyageur y resta trois années et rapporta en Europe des plantes extrêmement rares. C'est lui aussi qui réussit à naturaliser le thé dans l'Hindoustan.

Il est maintenant hors de doute que certaines parties du sol des Etats-Unis réunissent toutes les conditions propres à la culture du thé, et le jour est prochain où nous serons affranchis du lourd impôt que prélèvent sur nous les marchands de Canton et de Hong-Kong. La préparation de la feuille nous est encore jusqu'à un certain point inconnue, mais l'agent envoyé en Chine en a fait l'objet d'études spéciales et n'aura pas de peine à initier nos futurs planteurs de thé dans les secrets de la manipulation indigène.

Lorsqu'à la culture du coton, de la canne à sucre, du tabac et des céréales, se joindra celle du thé, notre pays n'aura pas d'égal dans le monde sous le rapport agricole et n'aura guère à se pourvoir au dehors que de café. Mais le vin, vous dira-t-on ? il est vrai que l'industrie vinicole aux Etats-Unis est encore fort arriérée, mais elle existe et des agronomes éminents s'appliquent à la placer dans des conditions de plus en plus favorables.

On sait qu'il se fait une grande quantité de vin dans les Etats de l'Ouest aussi bien que dans ceux du Pacifique. Le bureau des Patentes, obéissant encore en cela aux instructions du Congrès, a envoyé un agent dans l'Arkansas, au Texas, et dans quelques territoires voisins, pour étudier la vigne indigène et examiner si le raisin qu'elle produit ne pourrait pas faire de bon vin. Cet agent, qui traverse une immense étendue de régions sauvages et, après une longue absence, est revenu à Washington avec plusieurs milliers de boutures des meilleures variétés de vignes américaines, lesquelles ont été aussitôt confiées à des hommes spéciaux dans les différens Etats pour commencer des expériences décisives.

Les Français établis sur la rivière de l'Illinois ont été les premiers à faire du vin en Amérique : avant eux, néanmoins, les indiens pressaient les grappes et laissaient fermenter le jus du raisin. D'autres essais ont eu lieu plus tard, et ont démontré assez clairement que la vigne d'Europe ne peut être cultivée avec succès qu'en Californie et dans le Nouveau-Mexique. Il est évident que si nous voulons devenir, comme la France, l'Espagne l'Italie et l'Allemagne, un pays vinicole, il faut nous appliquer à améliorer la vigne indigène et à en tirer le meilleur parti possible. Nous ferons un vin qui différera de ceux d'Europe, mais qui n'en sera peut-être ni moins généreux ni moins agréable. Or, du jour où nous aurons réussi à avoir ici des vignobles comme nous avons des plantations de blé et de coton, nous aurons supprimé un des plus terribles fléaux des Etats-Unis, l'abus des liqueurs distillées qui allument dans le cerveau une ivresse malfaisante et tuent à la fois le corps et l'intelligence.

On compte dans le territoire de l'Union quarante espèces de familles et plus de cent variétés de vignes indigènes ; l'expérience a prouvé qu'environ cinquante de ces variétés peuvent donner un très bon vin. Il ne reste maintenant qu'à les classer et à les planter dans le sol où leurs qualités natives trouveront le mieux à se développer. En les améliorant par une culture intelligente, nous obtiendrons peut-être des résultats auxquels nous sommes loin de nous attendre.

Si d'ailleurs l'industrie vinicole a été jusqu'à cette heure relativement négligée parmi nous, c'est que la vigne ne produit qu'au bout de quatre à six ans, et que nos planteurs veulent récolter tout de suite. Cette branche particulière de culture ne sera fondée définitivement que lorsque de riches agriculteurs l'auront prise sous leurs auspices.

On se rappelle ce q